

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
19, place de l'ancien foirail  
32000 Auch

Auch, le 29/09/2023

## **Rapport contrôle de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DELILE ET FILS SARL**

Lieu-dit Diouaydan - ZI ENGACHIES - 32000 Auch

Référence : 2023-0874-Dp  
Code AIOT : 0006806918

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023, dans l'établissement DELILE ET FILS SARL implanté au Lieu-dit Diouaydan 32000 Auch. L'inspection a été annoncée le 22/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection portait sur le thème de la gestion des rejets aqueux et de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELILE ET FILS SARL
- Lieu-dit Diouaydan 32000 Auch
- Code AIOT : 0006806918
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DELILE exploite un centre de tri de déchets (métaux, VHU, bois, cartons, etc), une déchetterie ouverte aux professionnels et aux particuliers. Elle bénéficie notamment d'un arrêté préfectoral du 02/10/2009 et d'arrêtés complémentaires des 14/10/2015 et 11/01/2021. L'établissement relève du régime de l'autorisation au regard de la réglementation sur les installations classées.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées au préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé au préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Hors points de contrôle, l'Inspection a constaté l'avancée des travaux d'aménagement de la plateforme basse, et notamment de la zone dédiée aux VHU, la déchetterie et l'accueil, conformément aux engagements du dossier de porter à connaissance d'octobre 2020. En cette fin de période de fin d'aménagement du site, l'Inspection a constaté la présence de batteries dans le centre de tri, près du quai de transfert des ordures ménagères, et la présence de bennes à métaux, destinés à la vente, sur la partie Est de la parcelle 746 hors périmètre ICPE. Ces déchets devront être déplacés sans délai dans les zones prévues à cet effet dans le dossier de porter à connaissance d'octobre 2020.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 2  | Entretien et surveillance des réseaux aqueux                         | AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.4 | /  | Lettre de suite  | 1 mois                |
| 3  | Valeurs limites d'émission des eaux pluviales dans le milieu naturel | AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.6 | /  | Lettre de suite  | 1 mois                |
| 4  | Surveillance de la pollution rejetée                                 | AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.7 | /  | Lettre de suite  | 1 mois                |
| 8  | VLE pour rejet dans le milieu naturel                                | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17 | /  | Lettre de suite  | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1  | Suivi de la qualité des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 4.4.1 | /  | Sans objet        |
| 5  | Parcellaire                               | AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1    | /  | Sans objet        |
| 6  | Prescriptions techniques                  | AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2    | /  | Sans objet        |
| 7  | Points de prélèvements pour les contrôles | Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15    | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il ressort de la visite d'inspection 4 points de constat sans suite et 4 points de constat qui feront l'objet d'une lettre de suite dans l'optique d'une mise en conformité rapide des installations.

## 2-4) Fiches de constats

|  |
|--|
| <b>N° 1 : Suivi de la qualité des eaux souterraines</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2009, article 4.4.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant réalise un suivi de la qualité des eaux souterraines via au moins trois ouvrages de prélèvement (un en amont, deux en aval) dont l'implantation est proposée par un hydrogéologue mandaté par l'exploitant et à ses frais. Cette implantation est soumise à l'avis de l'Inspection.  |
| <b>Constats :</b><br>Le suivi de la qualité des eaux souterraines est effectué selon un programme de surveillance conforme aux dispositions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter délivré en octobre 2009. Néanmoins, l'état sec du PZ2, la qualité des eaux au droit de PZ3 et l'implantation des trois ouvrages appellent à la vigilance et à un nouveau questionnement du programme de surveillance. |
| <b>Observations :</b><br><b>L'exploitant soumettra les trois derniers compte rendus d'analyses des eaux souterraines et l'implantation des ouvrages de prélèvement à l'avis d'un hydrogéologue agréé dans le but de statuer sur la pertinence des ouvrages actuellement suivis au regard des enjeux de la zone étudiée.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>N° 2 : Entretien et surveillance des réseaux aqueux</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance des réseaux aqueux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les prescriptions techniques du présent article se substituent à celles de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009.<br>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.<br>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.<br>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader le réseau d'eaux pluviales ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ce réseau, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.<br>Le débourbeur/déshuileur est curé lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins semestriellement, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder un an.<br>Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur/séparateur d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br>Les effluents aqueux des plateformes haute et basse du site sont collectés et dirigés vers un bassin de 360 m³ puis transitent par un débourbeur/déshuileur d'une capacité de 18 000 L avant rejet dans le fossé présent au bord du site. Les effluents de ce fossé s'écoulent ensuite dans l'Arçon. L'exploitant dispose des bordereaux de suivi de déchets relatifs aux curages du débourbeur/déshuileur du site.<br><br>Le jour de la visite, l'Inspection a contrôlé les bordereaux relatifs aux deux derniers curages. En mai 2023 et août 2022, près de 20 t de déchets/eaux issus du débourbeur/déshuileur ont été évacuées,  |

|   |
|---|
| respectivement sous les bordereaux 20230530-798NYK7R5, 20230530-2YM2JJ4J6 et 20220826-62BWK65VCT.   |
| <b>Observations :</b><br><b>L'exploitant veillera à respecter une période inférieure à six mois entre deux curages du débourbeur/déshuileur.</b><br><br><b>L'exploitant transmettra à l'Inspection l'attestation de conformité et la fiche technique du débourbeur/déshuileur.</b><br><br><b>L'exploitant créera une fiche de suivi de cet équipement recensant toutes les interventions réalisées.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

|  |
|--|
| <b>N° 3 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales dans le milieu naturel</b>   |
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.6  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales dans le milieu naturel   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les prescriptions techniques du présent article se substituent à celles de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009.<br><br>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration visées ci-dessous :<br>Paramètres<br>Valeurs limites de rejet<br>pH: 5,5 – 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline)<br>Température < 30 °C<br>Matières en suspension (MES) : 35 mg/l<br>DCO : 125 mg/l<br>DBO5 : 30 mg/l<br>Chrome hexavalent : 0,1 mg/l<br>Plomb : 0,5 mg/l<br>Hydrocarbures totaux : 5 mg/l<br>Métaux totaux (1) : 15 mg/l<br>Cyanures totaux : 0,1 mg/l<br>Indice Phénols : 0,3 mg/l<br>(1) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.<br>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau et aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. |
| <b>Constats :</b><br>L'Inspection a contrôlé les analyses des eaux de rejets de mai 2023 et mars 2022. Celles-ci ne font apparaître aucun dépassement. Cependant, tous les paramètres ne sont pas mesurés.   |
| <b>Observations :</b><br><b>A partir de la prochaine campagne d'analyses des rejets aqueux, l'exploitant fera ajouter aux paramètres mesurés le plomb, les cyanures totaux et l'indice phénol.</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

|   |
|---|
| <b>N° 4 : Surveillance de la pollution rejetée</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/10/2015, article 6.7   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la pollution rejetée  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions techniques du chapitre 4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009 sont complétées par celles du présent article.</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais selon les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle</li> <li>• si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs mentionnées à l'article 6.6 du présent arrêté, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle,</li> <li>• si un résultat d'une analyse est supérieur à l'un des paramètres visés à l'article 6.6, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.</li> </ul> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p> <p>Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation.</p> <p>Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins 6 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder annuellement à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis 2020 inclus, les résultats de l'autosurveillance, qui est pourtant réalisée, ne sont pas versés dans l'application GIDAF. L'exploitant évoque des difficultés de connexion pour ses deux établissements d'Auch et Condom. Ces difficultés auraient été remontées à la direction des risques industriels de la DREAL Occitanie qui n'aurait pas donné suite.</p> <p><b>Observations :</b></p> <p><b>L'exploitant fera le nécessaire auprès des services de la DREAL d'Occitanie pour réactiver son accès à l'application GIDAF et déposera les résultats d'analyses correspondants aux années 2020 à 2023. Les cadres de surveillance devront être mis à jour si nécessaire.</b></p> <p><b>L'exploitant transmettra à l'Inspection les analyses réalisées sur les rejets aqueux entre mars 2022 et mai 2023 de manière à prouver que la périodicité de six mois est respectée. Enfin, l'exploitant fera préciser dans les compte-rendus d'analyses le protocole observé pour les prélèvements des échantillons, de manière à démontrer la conformité réglementaire et la validité</b></p> |

|   |
|---|
| de ceux-ci. Pour mémoire, ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

|  |
|--|
| <b>N° 5 : Parcellaire</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Parcellaire  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les parcelles n° 109 et 110 sont uniquement dédiées à l'entreposage des bennes vides. Aucune activité d'entreposage, de transit ou de tri de déchets n'est autorisée sur ces parcelles. |
| <b>Constats :</b><br>Les parcelles n° 109 et 110 sont uniquement dédiées à l'entreposage des bennes vides. Aucune activité d'entreposage, de transit ou de tri de déchets n'est autorisée sur ces parcelles.               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>N° 6 : Prescriptions techniques</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2021, article 3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les prescriptions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 octobre 2009 relatives aux aménagements du site sont remplacées par les dispositions suivantes :<br>« Les activités sont exploitées sur le site selon les dispositions techniques mentionnées dans le dossier de porter à connaissance du 3 novembre 2020 ».  |
| <b>Constats :</b><br>Le jour de la visite, l'Inspection a procédé au récolement des mesures prévues dans le cadre du dossier de porter à connaissance d'octobre 2020 au sujet de la gestion des eaux pluviales. Elle a pu constater le réaménagement de l'exutoire, remonté de 30 cm, dont l'objectif est de limiter la vitesse de transfert de flux et d'augmenter le temps de décantation. Le bassin a également été rehaussé et dote d'un muret sur sa périphérie. |
| <b>Observations :</b><br><b>L'exploitant transmettra à l'Inspection les justificatifs de réalisation des travaux et la preuve que la surface de l'ajutage réalisée est bien de 0,02 m².</b>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

|  |
|--|
| <b>N° 7 : Points de prélèvements pour les contrôles</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 15  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvements pour les contrôles  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).<br>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. |

|  |
|--|
| Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.             |
| <b>Constats :</b><br>Les points de prélèvement d'échantillons et de mesure sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|  |
|--|
| <b>N° 8 : VLE pour rejet dans le milieu naturel</b>  |
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE pour rejet dans le milieu naturel  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.<br>- AOX : 1 mg/L<br>- As : 0,025 mg/L   |
| <b>Constats :</b><br>L'Inspection a contrôlé les analyses des eaux de rejets de mai 2023 et mars 2022. Celles-ci ne font apparaître aucun dépassement. Cependant, tous les paramètres ne sont pas mesurés. |
| <b>Observations :</b><br><b>A partir de la prochaine campagne d'analyses des rejets aqueux, l'exploitant fera ajouter aux paramètres mesurés l'arsenic et les AOX.</b>                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |